
Les femmes et l'approche du *Buen Vivir* en Bolivie : entre l'absence et l'émergence

Women and Buen Vivir in Bolivia: Between Absence and Emergence

Cécile Collinge et Juan-Luis Klein



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/interventionseconomiques/10469>

DOI : [10.4000/interventionseconomiques.10469](https://doi.org/10.4000/interventionseconomiques.10469)

ISSN : 1710-7377

Éditeur

Association d'Économie Politique

Édition imprimée

ISBN : 1710-7377

Référence électronique

Cécile Collinge et Juan-Luis Klein, « Les femmes et l'approche du *Buen Vivir* en Bolivie : entre l'absence et l'émergence », *Revue Interventions économiques* [En ligne], 64 | 2020, mis en ligne le 01 mai 2020, consulté le 13 mai 2020. URL : <http://journals.openedition.org/interventionseconomiques/10469> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/interventionseconomiques.10469>

Ce document a été généré automatiquement le 13 mai 2020.



Les contenus de la revue *Interventions économiques* sont mis à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution 4.0 International.

Les femmes et l'approche du *Buen Vivir* en Bolivie : entre l'absence et l'émergence

Women and Buen Vivir in Bolivia: Between Absence and Emergence

Cécile Collinge et Juan-Luis Klein

1. Avertissement

- 1 La rédaction de cet article s'est terminée en septembre 2019, soit quelques semaines avant le 20 octobre, moment de l'écllosion d'une crise politique qui a profondément bouleversé la Bolivie. Ce pays avait connu, entre 2006 et 2019, près de 14 ans d'un gouvernement qui se réclamait du *Vivir Bien*, soit des modes de vie indigènes, sous la présidence d'Evo Morales. En avril 2020, au moment de l'écriture de ce paragraphe, la crise politique n'était toujours pas résolue. Le texte que vous lisez se rapporte à la période de la présidence d'Evo Morales, soit entre janvier 2006 et octobre 2019.

2. Introduction

- 2 Au début du XXI^e siècle, deux pays d'Amérique latine, l'Équateur et la Bolivie, ont redonné une place prépondérante aux modes de vie indigènes d'origine précolombienne et s'en sont inspirés pour réformer leurs Constitutions (Acosta, 2015). Le *Vivir Bien* (en Bolivie) et le *Buen Vivir* (en Équateur), issus des coutumes et modes de vie des indigènes des Andes, inspirent une option alternative à l'approche du développement dominant en Occident¹, et en particulier à sa dimension néolibérale. Malgré une histoire remplie de violence, de racisme, de discrimination, de dépossession et de tentatives d'anéantissement des cultures autochtones (Franqueville, 2000 ; Lehmann, 2012 ; Rivera Cusicanqui, 2014 ; Spahni, 1974 ; Stephenson, 1999), « les modes

de vie indigènes sont demeurés bien vivants, même dans les communautés absorbées par la modernité capitaliste » (Acosta, 2015 : 309).

- 3 Le mode de vie indigène est appelé *Sumak Kawsay* dans la langue quechua et *Suma Qamaña* en aymara. Ces expressions ont été traduites en espagnol par *Buen Vivir* ou *Vivir Bien*, ce qui signifie « bonne vie » et « vivre bien » respectivement. Toutefois ces traductions ne révèlent pas toute la complexité du *Sumak Kawsay* et du *Suma Qamaña*. Des expressions telles « vie pleine, douce, harmonieuse, sublime, inclusive et le savoir-vivre » (Solón, 2016 : 15) et « l'espace où fleurit la vie » (Medina 2011 : 50) traduisent mieux leur signification.

3. Les bases de l'approche du *Buen Vivir*

- 4 Le *Buen Vivir*² n'est pas un « ensemble de recettes culturelles, sociales, environnementales et économiques, mais plutôt le mélange complexe et dynamique d'une conception philosophique du temps et de l'espace associée à une cosmovision de la relation Humain-Nature » (Solón, 2016 : 19). Ces visions indigènes de la vie, des relations, du travail, de l'économie, du bien-être sont souvent contraires à ce que le paradigme du développement, dominant en Occident, impose comme allant de soi.
- 5 Sur le plan social, le *Buen Vivir* met l'accent sur le collectif. Dans la perspective des communautés andines, l'*ayllu*, soit la communauté de base, constitue le socle de la société et englobe beaucoup plus qu'une somme d'individus. Elle constitue plutôt un vaste ensemble de liens, entre les personnes, mais aussi entre celles-ci et tous les éléments de la Terre-Mère (Medina, 2013). En effet, la vision indigène du monde est holiste et ce qui prime est la relationnalité : tout est lié, relié, connecté avec tout, dans le temps et dans l'espace (Medina, 2013).
- 6 Sur le plan historique, le temps linéaire – soit le passé, le présent et le futur comme les Occidentaux le conçoivent –, base d'ailleurs de l'idéologie du développement et du progrès, ne fait pas partie de la cosmovision indigène. Dans celle-ci, le temps est plutôt cyclique comme la vie : le futur et le passé sont dans le présent, et le passé revient dans le futur (Medina, 2011). L'espace-temps est composé et habité d'êtres vivants, comprenant les humains, les animaux et les plantes, mais aussi le sous-sol, le sol, l'eau, l'air, les montagnes, les esprits et les ancêtres (Medina, 2011).
- 7 Sur le plan économique, la philosophie qui soutient le *Buen Vivir* est tout le contraire du capitalisme. Alors que la civilisation occidentale est anthropocentrique, centrée sur l'humain, la cosmovision andine est « sociobiocentrique », centrée sur la vie et sur les liens sociaux (Acosta, 2015 : 311). L'échange capitaliste part de l'intérêt de l'individu et a pour objectif l'enrichissement, l'accumulation. L'économie indigène de la réciprocité part de la nécessité de l'autre et a pour objectif la production d'une relation affective et la reconnaissance associée au fait de donner, cette économie constitue donc une chaîne de dons favorisant l'harmonie sociale (Medina, 2013).
- 8 Ainsi, tandis que le mode de vie occidental sécurise la vie de quelques-uns aux dépens de celle des autres et de la planète, qu'il détruit (Bautista, 2011), le mode de vie indigène est austère (Medina, 2011), mais se veut digne et relationnel (Bautista, 2011). Il favorise la connaissance et est empreint d'une éthique de la responsabilité envers les humains et envers la Nature (Acosta, 2015). En bref, à l'opposé des concepts occidentaux de développement et de progrès, le *Buen Vivir* est orienté vers des valeurs

comme la solidarité, l'équité, la réciprocité et la responsabilité (Acosta, 2015). Il cherche à contrer la faim, les inégalités, la concentration de la richesse et la destruction de la Nature (Hidalgo Flor, 2011).

- 9 Cependant, en ce qui concerne les rapports de sexes, il y a un angle mort dans l'approche du *Buen Vivir* sur lequel nous focalisons notre texte. Les femmes sont considérées comme complémentaires aux hommes (Vega Ugalde, 2014), or complémentarité ne signifie pas équité (Medina, 2011, 2013), ce qui s'avère une source de discussion en ce qui concerne la portée égalitariste de la vision du *Buen Vivir* ancrée dans la vision traditionnelle³.

4. Le *Buen Vivir* officiel : entre alternative et adaptation à l'extractivisme

- 10 Nonobstant l'intérêt qu'éveillent les principes et l'approche du *Buen Vivir*, son application au niveau gouvernemental est objet de critiques. L'arrivée de gouvernements indigénistes en Bolivie et en Équateur a été amplement saluée il y a une quinzaine d'années. Cependant, depuis, de nombreux intellectuels et activistes critiquent leur dérive extractiviste⁴ (Gudynas, 2017 ; Liendo, 2017 ; Rivera Cusicanqui, 2014 ; Svampa, 2016). Malgré des réformes sociales importantes et la constitutionnalisation du *Buen Vivir*, ces gouvernements favorisent l'exploitation intensive des ressources naturelles, notamment des hydrocarbures, ce qui est en contradiction flagrante avec le discours du *Buen Vivir*. Pour documenter les contradictions auxquelles se confronte l'application concrète de l'approche du *Buen Vivir*, nous allons présenter plus en détail le cas de la Bolivie, où l'attachement à cette approche demeure fort (jusqu'à la fin 2019), alors qu'en Équateur, il se dilue (Vega Ugalde, 2014 : 88).

4. 1 La Bolivie : terre d'application du *Buen Vivir*

- 11 Territoire d'une population majoritairement indigène (62 %) et d'une culture datant de l'époque précolombienne (Lehmann, 2012 ; Spahni, 1974 ; Stephenson, 1999), la Bolivie compte 11 millions d'habitants, répartis sur 1,1 million de kilomètres carrés, la majorité d'entre eux vivant en haute altitude (de 2500 à plus de 4000 mètres d'altitude). L'État Plurinational de Bolivie comprend 36 peuples autochtones, les deux principaux étant les Quechuas et les Aymaras (respectivement environ 30 % et 25 % de la population totale), et 37 langues officielles, dont le castillan (Bolivia, 2009, article 5).
- 12 La Bolivie est présentement au confluent de deux visions du monde totalement opposées : la vision occidentale, pour qui les ressources de la Terre sont à exploiter, et la vision indigène, pour qui la Terre-Mère, nourricière, appelée *Pachamama*, est vivante, honorée et porteuse de droits (Medina, 2011, 2013). La rencontre de ces deux visions du monde se manifeste en Bolivie par des transformations démographiques, politiques et sociales contrastées.
- 13 D'une part, les transformations du capitalisme provoquent, depuis une quarantaine d'années, une urbanisation intense (Antequera, 2008 ; Torrico, 2010). La population bolivienne, qui était rurale dans une proportion de 58 % en 1976 (Langlois, 2008), a massivement migré vers les villes, pour devenir urbaine à 69 % en 2015 (INE, 2016).

Cette urbanisation engendre des problèmes et des défis, dont l'intégration en ville des paysans indigènes (Antequera, 2008 ; Baby, 1998 ; O'Hare et Rivas, 2007 ; Vargas Gamboa, 2014). Par exemple, la ville d'El Alto, adjacente à la capitale La Paz, a connu une croissance démographique exponentielle depuis une cinquantaine d'années, passant d'environ 25 000 habitants à plus d'un million aujourd'hui (Baby, 1998 ; Davis, 2006 ; Vargas Gamboa, 2014). El Alto est d'ailleurs considérée comme un des plus grands bidonvilles de la planète (Davis, 2006).

- 14 D'autre part, la résurgence du mode de vie indigène, promue par le gouvernement pendant 14 ans, valorise la paysannerie. En effet, pour la première fois de son histoire bicentenaire de pays indépendant, la Bolivie a élu en 2006 un président indigène et indigéniste. Ce président, Evo Morales, a donné aux valeurs indigènes une place prépondérante autant dans le cadre constitutionnel (Bolivia, 2009) que dans le discours officiel. De la constitutionnalisation du *Buen Vivir* centré sur la *Pachamama* découle la garantie constitutionnelle de sécurité et souveraineté alimentaire, ainsi que la valorisation de la paysannerie.
- 15 Par ailleurs, en Bolivie, un phénomène de double résidence est fréquent chez les indigènes habitant les hautes terres⁵, pour des raisons familiales, économiques et culturelles (Cielo et Antequera Durán, 2012 ; Cortes, 2001, 2002, 2011 ; Franqueville, 2000 ; Poupeau, 2011). De nombreuses familles indigènes pauvres se partagent entre deux domiciles : un en ville, pour le travail rémunéré d'un membre de la famille et pour les études des enfants, et un à la campagne, pour la production agricole fournissant l'essentiel des denrées alimentaires de la famille et pour le maintien des liens avec la communauté indigène d'origine (Antequera, 2008). Ce sont surtout les femmes qui se déplacent entre la ville et la campagne (Bastia, 2011 ; Rousseau, 2009).

4.2 La dérive extractiviste

- 16 L'extractivisme se caractérise par l'exploitation intensive des ressources naturelles, massivement exportées comme matières premières, sans transformation. Dans un pays ayant une économie peu diversifiée, les revenus de ces exportations peuvent constituer une part importante du budget du gouvernement. Comme le pays exportateur ne contrôle ni le prix ni la demande, mondiaux et fluctuants, de ces matières, cela crée des dépendances (Svampa, 2016). L'argument du gouvernement bolivien est que la rentrée de devises permet d'endiguer la pauvreté et qu'une fois la pauvreté éradiquée, il sera possible de diminuer cette dépendance à l'exportation des ressources naturelles (Gudynas, 2017 ; Solón, 2016). La critique dit qu'en dépit de la Constitution favorable à la Nature ainsi qu'aux valeurs et modes de vie indigènes, la réalité est capitaliste, développementaliste et ne respecte ni la Nature ni les modes d'organisation et de consultation indigènes (Gudynas, 2017 ; Liendo, 2017 ; Rivera Cusicanqui, 2014 ; Solón 2016 ; Wanderley, 2015).
- 17 En justice de la perspective gouvernementale, il faut reconnaître que la nationalisation des hydrocarbures en 2006 et leur exportation a permis au gouvernement de financer de nombreux programmes sociaux (le *Bono 'Juancito Pinto'* pour les écoliers, le *Bono 'Juana Azurduy'* pour les femmes enceintes, la *Renta Dignidad* pour les aînés) et la construction d'infrastructures locales ayant des impacts importants dans les communautés (le programme '*Bolivia cambia, Evo cumple*', signifiant 'La Bolivie change, parce qu'Evo respecte [ses promesses]') (Liendo, 2017). Ces programmes sont appréciés.

Lors d'entrevues que nous avons réalisées en 2013 dans le cadre d'une étude sur la contribution des terres des femmes à la souveraineté alimentaire en Bolivie (Collinge, 2015), toutes les paysannes ayant bénéficié de l'un ou l'autre de ces programmes ont reconnu leur contribution à l'amélioration des conditions de vie, même si nous ne leur posons pas de questions spécifiques à ce sujet. En revanche, les femmes jouent également un rôle important dans les mobilisations contre l'extractivisme : elles ne tolèrent plus la contamination et sont moins susceptibles d'accepter les compensations financières qui y sont associées (Gudynas, 2017). La relation de la population bolivienne face à l'extractivisme est donc ambivalente.

5. Les Boliviennes des hautes terres : des absentes du *Buen Vivir* ?

- 18 Le chercheur portugais Boaventura de Sousa Santos (2011, 2016), par ce qu'il a appelé « sociologie des absences », postule que le savoir institué cache certaines réalités : « ce qui n'existe pas est en fait activement produit comme non existant, c'est-à-dire comme une alternative non crédible à ce qui est supposé exister » (2011 : 34). De plus, « la non-existence est produite chaque fois qu'une certaine entité est tellement disqualifiée qu'elle disparaît et devient invisible ou qu'elle est défigurée au point de devenir inintelligible » (2011 : 34). Toujours selon de Sousa Santos, cela concerne particulièrement les femmes, dont les paysannes, et les indigènes. Sont-elles dans une situation d'absentes même dans le cadre du *Buen Vivir* ?
- 19 Dans un livre de plus de 400 pages sur le *Buen Vivir* en Bolivie (Farah et Vasapollo, 2011), parmi les 24 chapitres écrits par 24 auteurs et 11 autrices, aucun texte ne traite de la situation ou du point de vue spécifiques des femmes. Un texte explique que « la femme est respectée, car elle représente la *Pachamama* » : « la femme est valorisée et est présente dans les activités orientées vers la vie, l'éducation et la revalorisation de la culture » (Gamboa *et al.*, 2011 : 371 et 372). C'est tout ce qui est écrit spécifiquement sur les femmes en lien avec le *Buen Vivir* dans ce livre par ailleurs très riche. Dans son introduction, la coordinatrice et le coordinateur affirment qu'il reste beaucoup de questions sans réponse à propos du *Buen Vivir*, comme l'intégration du travail reproductif, d'autoconsommation [production paysanne pour la famille] et du travail au sein de la famille, dont la reconnaissance est une importante revendication du mouvement féministe (Farah et Vasapollo, 2011 : 32).
- 20 Selon Vega Ugalde (2014), même si les femmes s'en préoccupent, le débat sur le *Buen Vivir* est aveugle aux relations de genre. Néanmoins, selon cette autrice, il faut tout de même reconnaître que les femmes ont acquis plus de droits, de visibilité et de pouvoir grâce à la nouvelle Constitution. Ainsi, les valeurs de l'État incluent l'égalité (*equidad*) de genre (Bolivia, 2009, article 8)⁶. Entre autres, les discriminations en raison du sexe, de l'orientation sexuelle et de l'identité de genre sont prohibées (article 14). « Toutes les personnes, en particulier les femmes, ont le droit de ne pas subir de violence physique, sexuelle ou psychologique, autant dans la famille que dans la société » (article 15). Depuis, l'Assemblée législative a voté l'importante « Loi intégrale pour garantir aux femmes une vie libre de violence » (Loi N° 348) (Gaceta oficial del Estado plurinacional de Bolivia, 2013). Toujours selon la Constitution, l'exercice de la démocratie se fait en respectant l'égalité entre les hommes et les femmes (Bolivia, 2009, article 11). Finalement, entre autres droits, toute personne a droit à l'alimentation, à

l'éducation, à la santé, à l'habitation et aux services d'eau potable et d'évacuation des eaux usées, d'électricité et du gaz, de la poste et des télécommunications (Bolivia, 2009, articles 16, 17, 18, 19, 20).

- 21 Cependant, dans la réalité, beaucoup de femmes ne bénéficient pas de ces droits. Par exemple, en Bolivie, la croissance urbaine est entre autres le résultat de peuplements illégaux dans des zones où il n'y a pas ou peu de services publics (eau, électricité, égout) et où les migrants peuvent être expulsés de leurs habitations de fortune. Dans ces quartiers, les femmes et les enfants sont les plus affectés par des conditions de vie lamentables (Vargas Gamboa, 2014). Les droits des femmes ne sont pas respectés dans les juridictions autochtones, entre autres leur droit à la propriété, sans compter que de nombreuses femmes subissent de la violence familiale et conjugale (Trudel Bellefeuille, 2011). En fait, en dépit des droits constitutionnels, dans les communautés indigènes, les modes d'organisation indigènes traditionnels prévalent et c'est en tant que femmes mariées que les femmes ont des droits, les célibataires n'ayant pas les mêmes prérogatives (Vega Ugalde, 2014).
- 22 Selon nos propres recherches, si la communauté est à la base de l'organisation sociale paysanne en Bolivie, en réalité et contrairement aux résultats attendus, la plupart des paysannes vivent des problèmes avec leur communauté et s'en tiennent loin pour éviter des ennuis (Collinge *et al.*, 2018 ; Collinge, 2015). Ces exemples témoignent de difficultés que peuvent vivre les femmes dans l'application du *Buen Vivir*. Notons finalement qu'il existe en Bolivie plusieurs courants féministes qui considèrent que le patriarcat est présent et doit être combattu dans les deux modèles de société, l'indigène et l'occidental (Otramérica, 2011 ; Paredes *et al.*, 2013 ; Schavelzon, 2016).
- 23 Présentement, nous nous intéressons en particulier à la réalité des Boliviennes indigènes des hautes terres qui vivent partagées entre la ville et la campagne. Paysannes ayant migré en ville, à l'articulation de l'urbanisation et de la paysannerie, elles sont à la fois urbaines et rurales. Tout comme leur pays, ces femmes sont au confluent de deux visions du monde totalement opposées. À bien des égards, elles font partie de ce que de Sousa Santos appellent les « absences ». Cette méconnaissance de la réalité des femmes concerne également la vie des Boliviennes indigènes dans le cadre de la politique officielle du *Buen Vivir* : on sait peu de choses sur elles, d'où d'ailleurs notre intérêt pour ce sujet.

5.1 Les femmes aymaras à l'articulation de l'urbanisation et de la paysannerie : méthodologie de la recherche

- 24 Nous effectuons présentement une recherche empirique dont la question principale est : Quel est l'effet des transformations sociales indigénistes sur les femmes aymaras partageant leur vie entre la ville et la campagne en ce qui concerne leur mode de vie, leurs moyens de subsistance et leur pouvoir d'agir ? Avec une approche de géographie féministe (Gibson-Graham, 2008 ; Gilbert, 1987 ; Ibarra García et Escamilla-Herrera, 2016 ; Louargant, 2002), laquelle permet de saisir les inégalités spatiales de genre et est sensible aux différentes relations de pouvoir existantes, nous avons rencontré, à la fin de 2018 et au début de 2019, 58 Boliviennes, sélectionnées selon un échantillonnage non probabiliste par réseaux (échantillonnage en boule de neige), avec lesquelles nous avons réalisé des entrevues. D'une part, nous avons eu des entretiens avec 18 « expertes », soit des professeures d'université, des députées et des dirigeantes de

groupes de femmes. Nous les avons interrogées sur les effets des transformations démographiques, sociales et politiques sur les femmes en Bolivie, plus précisément sur la mobilité spatiale, l'urbanisation, les migrations et les alternances ville-campagne, sur la vie des femmes dans les communautés indigènes, sur la dichotomie complémentarité-égalité entre les hommes et les femmes et sur comment toutes ces transformations affectent le pouvoir que les femmes ont sur leur vie. D'autre part, nous avons rencontré 40 femmes s'identifiant au peuple aymara et ayant migré dans l'agglomération de La Paz-El Alto tout en conservant un terrain à la campagne, dans une des provinces du département de La Paz⁷, pour assurer l'alimentation de leur famille. Lors d'entrevues avec ces 40 Boliviennes urbaines-rurales, nous les avons interrogées sur leur mode de vie, leurs moyens de subsistance, leur pouvoir d'agir et sur les répercussions que les politiques du gouvernement Morales et la résurgence du *Buen Vivir* ont signifiées pour leur vie⁸. Concrètement, les questions portaient sur leurs deux lieux de résidences et les trajets entre les deux, sur leur production agricole, leur alimentation et leurs échanges marchands alimentaires, sur les appuis et les formations reçus, sur leur vie familiale dans le cadre de l'alternance ville-campagne, sur leur implication, obligations et responsabilités, dans leur communauté rurale et dans leur quartier urbain, sur leurs relations familiales et communautaires, sur leurs opinions par rapport aux politiques gouvernementales et aux soutiens qu'elles reçoivent des autorités et, finalement, sur leur propre perception concernant leur pouvoir d'agir.

5.2 Entre fierté indigène, précarité économique, prise de parole et violences envers les femmes : quelques résultats préliminaires

- 25 Quelques résultats préliminaires peuvent être dégagés de ces entrevues. Les paysannes migrent en ville pour le travail ou les études d'un membre de la famille. De plus, cela leur permet d'avoir accès à des services inexistantes en zone rurale. Dans l'ensemble, les femmes ont migré vers la ville pour améliorer leur situation économique, qui demeure cependant très précaire, la très vaste majorité de la population active bolivienne travaillant dans les secteurs de l'économie informelle. Les femmes aymaras conservent leur terrain à la campagne pour assurer l'alimentation de la famille ; cela garantit le minimum en période grande précarité. Par ailleurs, les lois agraires ainsi que les us et coutumes indigènes font que si elles ne cultivent par leur terrain à la campagne, la communauté peut le reprendre et elles en perdent l'usage. Par contre, maintenir le lien avec la communauté paysanne indigène d'origine implique des responsabilités : participer aux réunions obligatoires, souvent mensuelles, assumer des charges administratives rotatives, dont la durée est d'un ou deux ans, et contribuer aux travaux communautaires, comme creuser des canalisations, empierrer un chemin ou nettoyer la *cancha de futbol* (terrain de soccer)⁹ lorsque la communauté le décide. Ces responsabilités, obligatoires sous peine d'amende, peuvent être très contraignantes pour certaines femmes, compte tenu de la distance ville-campagne, de leurs responsabilités familiales et de leurs activités productives en ville. Par exemple, Filomena¹⁰, 50 ans, mère de 4 filles, vit et travaille comme femme de ménage à El Alto. Selon elle :

« C'est difficile d'assumer une charge [dans mon village], parce que j'habite et je travaille ici [à El Alto], pas là [à la campagne]. Mais nous devons accomplir les us et coutumes... [...] Il y a quelques années, j'assumais une charge au conseil éducatif. [...] À chaque fin de mois, le samedi, nous allons aux réunions, sinon, on ne serait

pas informés de ce qui se passe dans notre communauté. Et puis il y a les *canchas*, l'école, les travaux communautaires, il y a toujours quelque chose à faire. [...] Je vais à la campagne avec mes filles et mon mari, on y va toujours tous ensemble. Il faut entretenir nos terres » (Entrevues 2018-2019).

- 26 Parmi les améliorations vécues par les femmes depuis l'élection du président Evo Morales et la constitutionnalisation des modes de vie indigènes, il y a la baisse importante de la discrimination envers les autochtones, une discrimination qui était particulièrement orientée vers les femmes. Par exemple, il y a une vingtaine d'années, les femmes aymaras ne pouvaient s'inscrire à l'université que si elles renonçaient à leurs vêtements traditionnels. Aujourd'hui, c'est vêtu de leur *pollera* (large jupe) et de leur chapeau melon typique qu'elles siègent comme députées au Parlement. La croissance fondamentale de la dignité et de la fierté d'être indigène se remarque dans la rue, pour quiconque a visité la Bolivie depuis les trente dernières années. La dignité retrouvée est source d'une grande fierté pour les femmes aymaras rencontrées. Par ailleurs, les programmes sociaux, comme les trois « *bonos* » nommés plus haut, et les programmes de construction d'infrastructures sont aussi très appréciés. L'adoption de la loi 348, contre les différents types de violence envers les femmes (la loi nomme 17 types de violence dont : physique, psychologique, sexuelle, économique), fait partie des contributions notables de ce gouvernement pour les femmes.
- 27 Toutefois, les femmes vivent aussi de grandes déceptions. Tout d'abord, le manque de travail stable entraîne une importante précarité, même chez des professionnelles. À la question, « qu'est-ce qui a changé pour vous depuis l'arrivée d'Evo Morales ? », Lidia, 34 ans, éducatrice sans emploi, célibataire et mère d'une adolescente, répond :
- « Pour moi, le changement, c'est qu'il n'y a plus de travail. Tout est à contrat. Que ce soit les institutions ou les municipalités, ils te donnent seulement des contrats de trois mois (les obligations salariales sont moindres pour les contrats de travail de 3 mois ou moins). [...] Evo Morales dit que tout le monde travaille en Bolivie, qu'il n'y a plus de pauvreté, mais c'est faux ».
- 28 Ainsi, le manque de travail est un problème important aux yeux de nombreuses femmes. De plus, le gouvernement investit beaucoup dans les *canchas* (terrains de soccer), le *fútbol* étant le sport national, au détriment des hôpitaux et des services de santé, selon plusieurs femmes.
- « Je voudrais qu'Evo Morales nous construise un hôpital pour les Boliviens... pour la tête, pour le cerveau. Mon fils souffre de la tête. À la place, il nous construit des *canchas*, qui ne servent pas (les *canchas* construites en gazon synthétique sont souvent fermées pour ne pas abîmer le gazon !). Nous avons besoin d'hôpitaux, pas de *canchas*. Je ne suis pas d'accord avec ces *canchas* », insiste Lucia, âgée de 47 ans et mère de 6 enfants.
- 29 Un autre niveau de problème concerne le clientélisme et la corruption, lesquels affectent les communautés rurales les plus éloignées du gouvernement, les programmes de construction d'infrastructures ne se rendant pas jusqu'à elles. À propos d'un de ces programmes, Mercedes, 39 ans, célibataire sans enfant, rapporte :
- « Nous avons demandé, mais jusqu'à présent, rien. Ils disent qu'ils n'ont pas le temps, qu'ils travaillent dans d'autres municipalités, que ça va venir l'an prochain. Mais les villages qui sont en faveur d'Evo, ils ont reçu des appuis. Nous, on n'est pas avec lui, alors ils ne nous aident pas ».
- 30 Malgré les lois en faveur des femmes, le machisme est omniprésent en Bolivie. Tout d'abord, la discrimination envers certaines femmes, dont les célibataires et les mères qui ne sont pas en couple, est forte.

« Dans ma communauté rurale et même dans mon quartier urbain, j'ai vécu et je vis encore de la discrimination parce que je suis une femme seule, une mère seule » s'indigne Lidia, l'éducatrice de 34 ans présentée plus haut. De son côté, Magui, 45 ans, célibataire sans enfant, rapportent n'avoir jamais subi de discrimination dans sa communauté rurale : « Je crois que c'est parce que je suis avocate... on a toujours besoin des conseils d'une avocate, ajoute-t-elle en souriant ».

- 31 Plus tragique que la discrimination, la violence envers les femmes est un grave problème, dénoncé par de très nombreuses répondantes lors de nos entretiens.

« Depuis la promulgation de la Loi sur la violence envers les femmes (Loi 348), la maltraitance a augmenté, » selon Magui, l'avocate de 45 ans citée ci-haut, qui reconnaît toutefois que, grâce aux lois, elle est probablement davantage dénoncée.

- 32 En plus de la culture machiste, l'application des lois n'est pas uniforme. Dans les campagnes, il y a méconnaissance des lois et elles sont moins appliquées. Édith Quispe, une « experte », travailleuse sociale auprès des femmes victimes de violence, déclare :

« Les hommes ont beaucoup plus de pouvoir que les femmes en zone rurale. Et les femmes sont davantage soumises. En ville, les femmes dénoncent la violence, plusieurs connaissent les lois et elles ne se taisent plus. À la campagne, la violence est cachée. De plus, il y a moins d'institutions où elles peuvent dénoncer et les distances sont très grandes. À la campagne, la pression de la communauté est forte pour que les femmes ne portent pas plainte. À la campagne, il y a de la violence, mais elle est invisibilisée » (Entretiens 2018-2019).

- 33 En bref, les femmes aymaras interviewées affectionnent le mode de vie indigène, mais elles sont déçues du gouvernement indigéniste, dont elles attendaient beaucoup.

6. La critique féministe du *Buen Vivir*

- 34 Selon Boaventura de Sousa Santos (2016), le manque de connaissance sur la réalité des femmes, plus spécifiquement des femmes indigènes, provient de l'occidentalocentrisme et de l'androcentrisme dominants : même les chercheurs de la pensée critique ne s'intéressent pas aux femmes pauvres, indigènes et marginalisées. Ainsi, c'est d'abord en sortant de l'occidentalocentrisme et de l'androcentrisme que des pratiques scientifiques alternatives peuvent permettre « une véritable articulation dialogique entre les savoirs considérés comme occidentaux, scientifiques et modernes, et les savoirs considérés comme traditionnels, originels et locaux » (2016 : 292). Heureusement, les féminismes du Sud et la géographie féministe possèdent les clés, les outils et l'expérience pour aborder la réalité des femmes indigènes pauvres de Bolivie (Ali, 2016 ; Ibarra García et Escamilla-Herrera, 2016 ; Jung, 2014 ; Paredes *et al.*, 2013 ; Quiroga Diaz, 2015 ; Vega Ugalde, 2014).

- 35 La géographie féministe se veut « une géographie qui prend explicitement en compte la ségrégation spatiale entre les sexes » (Gilbert, 1987 : 287). Elle s'intéresse aux espaces privés, aux activités domestiques, à l'éthique du soin, des éléments associés aux activités de la vie (Nelson, 2016 ; Louargant et Côté, 2017) et à l'aspect « sociobiocentrique » du *Buen Vivir*. Dans ce texte, en donnant la parole aux principales intéressées, les femmes indigènes aymaras, ainsi qu'à des « expertes » boliviennes, de même qu'en utilisant les clés et les outils de la géographie féministe, nous avons voulu contribuer à visibiliser la réalité multiple et complexe des Boliviennes aymaras vivant à l'articulation de l'urbanisation et de la paysannerie, dans un pays tentant d'améliorer le sort de ses citoyen.ne.s en combinant développement capitaliste et *Buen Vivir*.

- 36 Au Sud, le féminisme a été considéré comme un « "objet importé" empreint de paternalisme et d'occidentalocentrisme » (Leroy, 2017 : 1). De nos jours, des féministes du Sud ou racisées remettent en question le féminisme « blanc », comme aussi dominant que le patriarcat, et considèrent que l'intersectionnalité entre le genre, la race, la classe et la sexualité doit être prise en compte (Ali, 2016 ; Hamrouni et Maillé, 2015). Par ailleurs, des féministes théorisant l'intersectionnalité s'interrogent sur une hiérarchisation des processus de domination : les constructions sociohistoriques seraient à l'origine de la domination des rapports de classe sur ceux de genre (Bilge, 2009). Selon Hillenkamp et Bessis (2012), en Bolivie, les rapports de genre étant subordonnés aux rapports de classe et de race, la situation particulière des femmes indigènes et leurs besoins spécifiques ont de la difficulté à émerger, à se rendre jusqu'au gouvernement et à se traduire en politiques publiques qui faciliteraient la vie des femmes assumant la double journée de travail, productive et reproductive. Nos recherches indiquent plutôt que le genre est subordonné à l'ethnicité : les us et coutumes indigènes ainsi que le principe de complémentarité entre les hommes et les femmes imposent aux femmes des rôles contraignants dont elles ont de la difficulté à s'extraire. Selon Nagels (2015), parmi les divers « bonos » que le gouvernement peut offrir avec la rente des hydrocarbures et qui ont comme objectif de réduire la pauvreté par le versement d'argent, le *Bono 'Juana Azurduy'*, pour les femmes enceintes et les mères de bébés, renforce les rôles traditionnels des femmes en tant que mères. Les bonos sont développementalistes et matérialistes (Nagels, 2015). Nous avons constaté que bien que les femmes apprécient les bonos, ce qu'elles réclament avant tout c'est un travail stable, pour sortir de la précarité, et des services sociaux, dont des services de santé.
- 37 Pour comprendre la réalité des femmes indigènes, il faut l'aborder à partir de la vision du monde que soutient l'approche du *Buen Vivir* ; il faut approcher la réalité de manière holistique, considérer l'ensemble de l'espace-temps et de la vie, penser en termes de relations, d'inclusion, de complémentarité, de temps cyclique et de responsabilité envers les humains et envers la Nature. Pour mettre en lumière la réalité des Boliviennes indigènes, représentantes de la Terre-Mère et valorisées pour leurs activités orientées vers la vie, il faut donc s'intéresser aux activités dirigées vers la vie, ce que nous avons fait dans le cadre des entretiens. Les activités de la vie constituent un champ de recherche du féminisme « décolonial », qui étudie les activités domestiques et de reproduction non marchande (Quiroga Diaz, 2015). Le féminisme décolonial implique « de résorber la séparation artificielle que le capitalisme impose entre la production et la reproduction » (Quiroga Diaz, 2015 : 34). Pour d'autres féministes du Sud, il faut articuler la « dépatricarisation » avec la décolonisation (Paredes *et al.*, 2013 ; Vega Ugalde, 2014). En fait, les chercheuses et les militantes utilisent de plus en plus le terme « féminismes » au pluriel pour exprimer les diverses perspectives qu'il englobe (Ali, 2016 ; Fernández Hasan, 2018 ; Hamrouni et Maillé, 2015 ; Lamoureux, 2016).
- 38 De plus, l'adoption d'une épistémologie du positionnement est prônée par les féministes « non blanches » : « Savoir *qui* parle est essentiel pour comprendre de quoi parle-t-on » (Benhadjoudja, 2015 : 51). Ainsi, en tant que chercheur-e-s du Nord, nous reconnaissons que notre regard n'est pas neutre. Face aux Boliviennes que nous (la doctorante) avons rencontrées et interviewées, nous nous positionnons comme femme, blanche du Nord, de classe moyenne instruite, hétérosexuelle et urbaine. C'est en toute

humilité et en toute ouverture à une philosophie et à des modes de vie différents des nôtres que nous sommes allée à la rencontre des Boliviennes indigènes, souvent pauvres, marginalisées et rendues invisibles.

7. En guise de conclusion

- 39 Le *Buen Vivir* officiel a trébuché, sa philosophie et son application semblant en contradiction. Toutefois, malgré ses limites, le *Buen Vivir* se situe dans un vaste courant pour une nouvelle mondialisation (Klein et Roy, 2013). La Bolivie se situe au confluent des deux visions du monde opposées. Si l'application du *Buen Vivir* ne s'y avère pas d'emblée favorable aux femmes indigènes et ne considère pas de façon spécifique une vision du rôle de la femme autre que comme mère et comme épouse, il faut reconnaître qu'on sait somme toute peu de choses sur la vie des Boliviennes indigènes en général et sur l'influence des changements impulsés dans le pays sur leur vie en particulier. Les Boliviennes indigènes des hautes terres appartiennent donc à ce que de Sousa Santos appellent les « absences ». Or, face à la sociologie des absences, de Sousa Santos propose la « sociologie des émergences », laquelle porte sur ce qui n'existe pas encore, mais est dans le registre des possibles (2016). Le *Buen Vivir*, appartient à ces possibles et à ce futur pluriel que sont les émergences, selon de Sousa Santos (2011, 2016).
- 40 La Bolivie et la planète ont besoin du *Buen Vivir* et de la manière indigène de considérer la vie, soutient la sociologue aymara Silvia Rivera Cusicanqui (2014), car il offre une option face au néolibéralisme actuel, lequel en détruisant la Nature, est une civilisation de la mort (Hendel, 2011). Ainsi, le *Buen Vivir* est un concept pertinent pour questionner le néolibéralisme et propulser autre chose, une autre conception de la vie (Hendel, 2011). Ce que nous soulevons ici c'est le besoin de comprendre et de mettre en lumière la réalité des Boliviennes invisibles, les « absentes », dans le cadre de la réflexion sur le *Buen Vivir*, en utilisant les approches épistémologiques des féminismes du Sud. La critique féministe fait partie de l'émergence du *Buen Vivir* dit Gudynas (2014)¹¹, ce qui est corroboré par la sociologue équatorienne Silvia Vega Ugalde (2015), pour qui établir des liens entre les féminismes et les nouvelles utopies que sont les alternatives au développement est indispensable.
- 41 Plusieurs approches, tout en s'étant construites en opposition aux idéologies du développement et du progrès, en réalité s'y inscrivent, même si elles aspirent à en sortir (Klein *et al.*, 2019). Ce n'est pas le cas du *Buen Vivir*, dont l'origine multiséculaire remonte à bien avant le capitalisme et dont les valeurs n'ont pas de lien avec l'épistémologie dans laquelle s'inscrit l'idéologie du développement, même s'il est reproché aux gouvernements qui s'en réclament d'être développementalistes. En fait, la dimension subversive du *Buen Vivir* se révèle dans les communautés locales, dans les actions sociales où se mettent en œuvre des processus de transformation des rapports sociaux et des liens entre l'humain et l'environnement, et non pas dans son application officielle par des gouvernements encore trop contraints par les impératifs posés par les instances de la globalisation. Il s'agit d'un processus en construction où la capacité des « niches d'innovation radicale qui se renforcent mutuellement en créant et en reproduisant des règles à travers leurs actions, expérimentations, projets et pratiques » (Audet, 2015 : 84) permet au processus d'évoluer dans la perspective de l'innovation et de la transformation sociales (Klein *et al.*, 2014).

- 42 Par ailleurs, si le débat sur le *Buen Vivir* est demeuré aveugle aux relations de genre jusqu'à maintenant, de plus en plus de féministes soulèvent cet enjeu et revendiquent la nécessité d'introduire la transversalité du féminisme dans son analyse et son application (Vega Ugalde, 2014, 2015). Notre objectif a été d'ajouter à cette quête les voix inaudibles des Boliviennes aymaras. La plupart des Boliviennes rencontrées aspirent à un bien-vivre et à un « vrai »⁴² *Buen Vivir* dont l'horizon semble encore lointain.
- 43 Loin de prétendre tout saisir de la réalité des femmes aymaras, nous espérons ouvrir une fenêtre permettant le début d'un dialogue. Tout d'abord, par notre approche en géographie féministe, nous nous intéressons au milieu de vie et aux relations, c'est-à-dire à l'espace du privé, de la sphère reproductive, de la vie domestique et du corps, appelé simplement la vie dans le *Buen Vivir*. Mettre en lumière la réalité des Boliviennes invisibles, éclairée par la notion des « absences », dans le cadre de la résurgence du *Buen Vivir*, éclairée par celle des « émergences », en utilisant les approches épistémologiques des féminismes du Sud et de la géographie féministe qui font appel aux savoirs des femmes invisibles autant qu'à ceux des expertes, éclairées ici par l'« écologie des savoirs » prônée par Boaventura de Sousa Santos, est nécessaire pour établir des liens entre les féminismes et les nouvelles utopies que sont les alternatives au développement.
- 44 L'approche du *Buen Vivir* ouvre vers une alternative qui vise l'amélioration des conditions d'existence des citoyens à l'échelle locale, tout en proposant une vision multi et inter scalaire du développement ; une vision respectueuse de l'humain et de la Nature. La diffusion de cette vision à l'échelle globale inspire une gamme diversifiée d'expérimentations qui favorisent le commun plutôt que le privé, l'être plutôt que l'avoir, la qualité de vie plutôt que la course à la croissance, les droits de la Nature et non sa destruction. Bien sûr, l'approche traditionnelle du *Buen Vivir* doit être actualisée et continuellement repensée. C'est ce que demandent les militantes du féminisme communautaire au sujet de l'angle mort que représente le patriarcat dans l'application du *Buen Vivir* en Bolivie (Daguerre, 2013 ; Vega Ugalde, 2014). Mais ce qui nous importe dans ce texte, c'est la portée de la philosophie du *Buen Vivir*, en tant cadre épistémologique d'une alternative au paradigme développementaliste d'orientation capitaliste qui, malgré des progrès sociaux pour des segments de la population, s'avère inégalitaire pour les communautés humaines et dévastateur pour la Nature. Le *Buen Vivir* émerge donc comme un référent épistémique qui peut unifier, voire donner un sens sociétal à des démarches très diverses menées sous de signes différents (anti-autoritarisme, autonomie, économie solidaire, post-colonialisme, altermondialisme, genre, etc.), proposant des transformations radicales des pratiques du développement dans la perspective d'une transition sociale et écologique.

8. Post-scriptum d'avril 2020 :

- 45 À la crise politique qui persiste en Bolivie depuis la fin 2019, avec au pouvoir la présidente intérimaire Jeanine Áñez, s'ajoute aujourd'hui une crise sanitaire et économique causée par la pandémie de la maladie à coronavirus, la Covid-19. Des élections, qui étaient prévues pour le 3 mai 2020 et qui visaient à reprendre celles du 20 octobre 2019, ont été reportées pour des raisons sanitaires. Cet enchevêtrement de crises affecte davantage les indigènes, les plus pauvres et les femmes. Toutefois, ces

crises multiples actuelles ne devraient pas faire oublier que malgré ses errements, le gouvernement Morales a contribué à améliorer fondamentalement la vie de ses citoyen.ne.s indigènes, ne fut-ce qu'en leur rendant dignité et fierté, ainsi qu'en faisant connaître leur culture et leur mode de vie à travers le monde. Les enseignements issus de la philosophie du *Buen Vivir*, mais aussi de son application, de la chute du gouvernement Morales, de même que du regard critique que portent les femmes sur ces éléments seront d'une grande pertinence, en Bolivie et ailleurs dans le monde, pour que l'après-crise ne soit surtout pas un retour en arrière et pour que les rapports de genre ne demeurent pas subordonnés à un ensemble d'autres rapports de pouvoir.

Les auteurs remercient le FRQSC pour la bourse de doctorat dont a bénéficié durant trois ans Cécile Collinge et pour le financement octroyé à l'équipe dirigée par Juan-Luis Klein pour le programme de recherche intitulé « Les nouveaux modèles d'action en développement territorial dans le contexte de la transition sociétale et écologique ». Merci à l'UQAM pour la bourse octroyée à Cécile Collinge durant la quatrième année du doctorat. Nous remercions aussi les deux évaluateurs anonymes pour leurs commentaires qui ont permis d'améliorer l'article.

BIBLIOGRAPHIE

- Acosta, Alberto (2015). El Buen Vivir como alternativa al desarrollo. Algunas reflexiones económicas y no tan económicas, *Política y Sociedad*, vol. 52, n° 2, pp. 299-330.
- Ali, Zahra (2016). Des féminismes décoloniaux, *Alternatives Sud*, vol. 23, n° 3, pp. 129-141.
- Antequera D., Nelson (2008). La difícil cuestión de ser indígena en la ciudad, *VillaLibre Cuadernos de estudios sociales urbanos*, n° 3, pp. 55-72.
- Audet, René (2015). Le champ des *sustainability transitions* : origines, analyses et pratiques de recherche, *Cahiers de recherche sociologique*, n° 58, pp. 73-93. Récupéré le 10 mai 2018 de <http://id.erudit.org/iderudit/1036207ar>.
- Baby, Virginie (1998). El Alto de La Paz, cité pauvre d'altitude au cœur de l'Amérique latine, *Espace géographique*, vol. 27, n° 2, pp. 155-168.
- Bastia, Tanja (2011). Migration as protest? Negotiating gender, class, and ethnicity in urban Bolivia, *Environment and Planning A*, vol. 43, pp. 1514-1529.
- Bautista, Rafael S. (2011). Hacia una constitución del sentido significativo del "vivir bien", dans Ivonne Farah H. et Luciano Vasapollo (sous la direction de), *Vivir bien : ¿Paradigma no capitalista ?*, La Paz (Bolivia), CIDES-UMSA, Sapienza et Oxfam, pp. 93-122.
- Benhadjoudja, Leïla (2015). De la recherche sur les féminismes musulmans : enjeux de racisation et de positionnement, dans Naïma Hamrouni et Chantal Maillé (sous la direction de), *Le sujet du féminisme est-il blanc ? Femmes racisées et recherche féministes*, Montréal : Les Éditions du remue-ménage, pp. 41-56.
- Bilge, Sirma (2009). Théorisations féministes de l'intersectionnalité, *Diogène*, n° 225, pp. 70-88. Récupéré le 2 mai 2019 de <https://www.cairn.info/revue-diogene-2009-1-page-70.htm>.

- Bolivia (2009). *Constitución política del Estado Plurinacional de Bolivia*. Estado plurinacional de Bolivia., Ministerio de la Presidencia, Componente de Transversalización de Derechos de los Pueblos Indígenas. Récupéré le 18 septembre 2015 de <http://www.harmonywithnatureun.org/content/documents/159Bolivia%20Consitucion.pdf>.
- Cielo, Cristina et Nelson Antequera Durán (2012). Ciudad sin frontera. La multilocalidad urbano-rural en Bolivia, *Eutopía*, n° 3, pp. 11-29.
- Collinge, Cécile (2015). *La contribution des terres des femmes à la souveraineté alimentaire en Bolivie* (Mémoire de maîtrise en géographie), Montréal, Université du Québec à Montréal, 244 p.
- Collinge, Cécile, Juan-Luis Klein et Stéphane Bernard (2018). La campesina indígena en Bolivia. ¿Recibe los beneficios del enfoque del Vivir Bien ?, *RevIISE*, vol. 11, pp. 177-188. Récupéré le 1^{er} avril 2018 de <http://www.ojs.unsj.edu.ar/index.php/reviise/article/view/234>.
- Cortes, Geneviève (2011). La fabrique de la famille transnationale. Approche diachronique des espaces migratoires et de la dispersion des familles rurales boliviennes, *Autrepart*, n° 57-58, pp. 95-110.
- Cortes, Geneviève (2002). L'accès aux ressources foncières, enjeu de l'émigration rurale andine, *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 18, n° 2. Récupéré le 19 août 2015 de <http://remi.revues.org/1644>.
- Cortes, Geneviève (2001). Les Boliviens à Buenos Aires : présence dans la ville, repères de la ville, *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 17, n° 3, pp. 119-146.
- Daguerre, Agustina (2013) "Hay que decirle a Europa : dejen sus privilegios, construyamos comunidad". *Feminicidio.net* Entrevista a Julieta Paredes, Adriana Guzmán y América Maceda. En ligne. <http://feminicidio.net/articulo/%E2%80%99Chay-que-decirle-europa-dejen-sus-privilegios-construyamos-comunidad%E2%80%99D>. Consulté le 19 août 2018
- Davis, Mike (2006). *Planet of slums*. London, New York, Verso, 228 p.
- De Sousa Santos, Boaventura (2016). *Épistémologies du Sud. Mouvements citoyens et polémique sur la science*, Paris, Perpignan, Éditions Desclée de Brouwer, 440 p.
- De Sousa Santos, Boaventura (2011). Épistémologies du Sud, *Études rurales*, n° 187, pp. 21-49.
- Farah H., Ivonne et Luciano Vasapollo (sous la direction de) (2011). *Vivir bien : ¿Paradigma no capitalista ?*, La Paz (Bolivia), CIDES-UMSA, Sapienza et Oxfam, 437 p.
- Fernández Hasan, Valeria (2018). Feminismos del Sur. Academia/activismo, núcleos de sentido en tránsito, *RevIISE*, vol. 11, pp. 135-148.
- Franqueville, André (2000). *La Bolivie : d'un pillage à l'autre*, Paris, Éditions de l'Institut de recherche pour le développement, et Toulouse, Presses universitaires du Mirail, 292 p.
- Gaceta oficial del Estado plurinacional de Bolivia (2013). *Ley N° 348. Ley integral para garantizar a las mujeres una vida libre de violencia*. La Asamblea legislativa plurinacional. Récupéré le 21 janvier 2019 de <https://migracion.gob.bo/upload/l348.pdf>.
- Gamboa A., Shirley, Wilma Llanos S., Marlene Hoyos M., Vladimir Elías H., Nataly V. Vargas G. et Elisabeth Elías H. (2011). Vivir Bien : un desafío viable para nuestras sociedades, dans Ivonne Farah H. et Luciano Vasapollo (sous la direction de), *Vivir bien : ¿Paradigma no capitalista ?*, La Paz (Bolivia), CIDES-UMSA, Sapienza et Oxfam, pp. 365-381.
- Gibson-Graham, J.K. (2008). Diverse economies : performative practices for 'other worlds'. *Progress in Human Geography* vol. 32, n° 5, pp. 613-632. DOI : 10.1177/0309132508090821

- Gilbert, Anne (1987). La géographie féministe et la science : réflexions à partir d'un livre de Sandra Harding, *Cahiers de géographie du Québec*, vol. 31, n° 83, pp. 287-291.
- Gudynas, Eduardo (2017). Los ambientalismos frente a los extractivismos, *Nueva sociedad*, n° 268, pp. 110-121.
- Gudynas, Eduardo (2014). El postdesarrollo como crítica y el buen vivir como alternativa, dans Gian Carlo Delgado Ramos (sous la direction de), *Buena Vida, Buen Vivir : imaginarios alternativos para el bien común de la humanidad*, México, CEIICH, UNAM (Universidad Nacional Autónoma de México), pp. 61-95.
- Hamrouni, Naïma et Chantal Maillé (2015). *Le sujet du féminisme est-il blanc ? Femmes racisées et recherche féministe*, Montréal, Éditions du remue-ménage, 276 p.
- Hendel, Verónica (2011). De la respuesta a la creación. Re-creando el socialismo, la agriculturay la vida en América Latina, dans Ivonne Farah H. et Luciano Vasapollo (sous la direction de), *Vivir bien : ¿Paradigma no capitalista ?*, La Paz (Bolivia), CIDES-UMSA, Sapienza et Oxfam, pp. 247-260.
- Hidalgo Flor, Francisco (2011). Tierra, soberanía alimentaria y buen vivir, dans Francisco Hidalgo et Michel Laforge (sous la direction de), *Tierra urgente*, Quito, SIPAE, pp. 145-159.
- Hillenkamp, Isabelle et Franck Bessis (2012). L'innovation sociale par l'économie solidaire en Bolivie : une démocratisation des conventions de production et de genre, *Innovations*, n° 38, pp. 85-105. Récupéré le 9 avril 2019 de <https://www.cairn.info/revue-innovations-2012-2-page-85.htm>.
- Ibarra García, María Verónica et Irma Escamilla-Herrera (sous la direction de) (2016). *Geografías feministas de diversas latitudes. Orígenes, desarrollo y temáticas contemporáneas*, México, UNAM, Instituto de Geografía, 238 p.
- INE (2016). *Pobreza, desigualdad y desarrollo humano, Bolivia, Instituto nacional de estadística*. Récupéré le 4 octobre 2016 de <http://www.ine.gob.bo/indice/EstadisticaSocial.aspx?codigo=30601>.
- Jung, Hyunjoo (2014). Let Their Voices Be Seen : Exploring Mental Mapping as a Feminist Visual Methodology for the Study of Migrant Women, *International Journal of Urban and Regional Research*, vol. 38, n° 3, pp. 985-1002.
- Klein, Juan-Luis, Jacques Boucher, Annie Camus, Christine Champagne et Yanick Noiseux (2019). *Trajectoires d'innovation. Des émergences à la reconnaissance*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 387 p.
- Klein, Juan-Luis, Jean-Louis Laville et Frank Moulaert (2014). *L'innovation sociale*, Toulouse, Éditions Érès, 247 p.
- Klein, Juan-Luis et Matthieu Roy (sous la direction de) (2013). *Pour une nouvelle mondialisation. Le défi d'innover*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 418 p.
- Lamoureux, Diane (2016). *Les possibles du féminisme. Agir sans « nous »*, Montréal, Éditions du remue-ménage, 282 p.
- Langlois, Denis (2008). *Le défi bolivien*, Outremont, Athéna éditions, 208 p.
- Lehmann, Henri (2012). *Les civilisations précolombiennes*, Paris, Presses universitaires de France, 74 p.
- Leroy, Aurélie (2017). *Voix dissonantes du féminisme*, CETRI. Récupéré le 18 mars 2018 de <https://www.cetri.be/Voix-dissonantes-du-feminisme>.

- Liendo, Roxana (2017). *Bolivia : movimientos sociales en momentos de cambio*. CETRI. Récupéré le 6 décembre 2017 de <https://www.cetri.be/Bolivia-Movimientos-sociales-en>.
- Louargant, Sophie (2002). De la géographie féministe à la "Gender Geography" : une lecture francophone d'un concept anglophone, *Espace, populations, sociétés*, vol. 20, n° 3, pp. 397-410.
- Louargant, Sophie et Denyse Côté (2017). Porter la voix des femmes dans les politiques territoriales locales : regards croisés Gatineau—Grenoble », *Géocarrefour*, vol. 91, n° 1 En ligne : URL : <http://journals.openedition.org/geocarrefour/10042>, p. 1-19
- Medina, Javier (2011). Acerca del Suma Qamaña, dans Ivonne Farah H. et Luciano Vasapollo (sous la direction de), *Vivir bien : ¿Paradigma no capitalista ?*, La Paz (Bolivia), CIDES-UMSA, Sapienza et Oxfam, pp. 39-64.
- Medina, Javier (2013). Ch'ulla et Yanantin, les deux matrices civilisationnelles de l'Orient et de l'Occident, dans Nicolas Pinet (sous la direction de), *Être comme eux ? Perspectives critiques sur le développement en Amérique latine*, Lyon, Parangon/VS, pp. 145-161.
- Nagels, Nora (2015). Género y apropiación de la perspectiva de inversión social en Bolivia : el sistema de los Bonos, *Bulletin de l'Institut français d'études andines*, vol. 44, n° 3, pp. 365-385. Récupéré le 6 mai 2019 de <http://journals.openedition.org/bifea/7651>.
- Nelson, Lise (2016). Geografía feminista anglosajona : reflexiones hacia una geografía global, dans María Verónica Ibarra García et Irma Escamilla-Herrera (sous la direction de), *Geografías feministas de diversas latitudes. Orígenes, desarrollo y temáticas contemporáneas*, México, UNAM, Instituto de Geografía, pp. 21-53.
- O'Hare, Greg et Sara Rivas (2007). Changing poverty distribution in Bolivia : the role of rural-urban migration and urban services, *GeoJournal*, vol. 68, n° 4, pp. 307-326.
- Otramérica (2011). *No se puede descolonizar sin despatriarcalizar*. Récupéré le 22 janvier 2018 de <http://otramerica.com/temas/no-se-puede-descolonizar-sin-despa>.
- Paredes, Julieta, Adriana Guzmán et América Maceda (2013). *Feminismo Comunitario Desde las Raíces Americanas*, Mezquita de mujeres. Récupéré le 23 janvier 2018 de <https://mezquitademujeres.org/2013/04/12/feminismo-comunitario/>.
- Poupeau, Franck (2011). L'envers de la « ville aymara ». Migration rurale, mobilité intra-urbaine et mobilisations politiques à El Alto (Bolivie), *Revue d'études en agriculture et environnement*, vol. 92, n° 4, pp. 417-440.
- Quiroga Diaz, Natalia (2015). Féminisme « décolonial » et économie solidaire et populaire, *Alternatives Sud*, vol. 22, n° 2, pp. 27-44.
- Rivera Cusicanqui, Silvia (2014). *Mito y desarrollo en Bolivia. El giro colonial del gobierno del MAS*, La Paz (Bolivia), Piedra Rota / Plural editores, 76 p.
- Rousseau, Stéphanie (2009). Genre et ethnicité racialisée en Bolivie : pour une étude intersectionnelle des mouvements sociaux, *Sociologie et sociétés*, vol. 41, n° 2, pp. 135-160.
- Schavelzon, Salvador (2016). Comunidad cosmopolítica, feminismo comunitario y ontologías en Bolivia : registro de algunos debates y posibilidades constituyentes, *Rev. Antropol. (São Paulo, Online)*, vol. 59, n° 3, pp. 115-149.
- Solón, Pablo (2016). *¿Es posible el Vivir Bien ?*, La Paz (Bolivia), Fundación Solón, 77 p.
- Spahni, Jean-Christian (1974). *Les Indiens des Andes*, Paris, Payot, 315 p.

- Stephenson, Marcia (1999). *Gender and Modernity in Andean Bolivia*, Austin, University of Texas Press, 259 p.
- Svampa, Maristella (2016). Reconfigurations du clivage Nord-Sud et géographie de l'« extraction », *Alternatives Sud*, vol. 23, n° 2, pp. 25-43.
- Torrice, Escarley (2010). Organizaciones urbanas ¿un nuevo sujeto político ?, *VillaLibre Cuadernos de estudios sociales urbanos*, n° 5, pp. 7-32.
- Trudel Bellefeuille, Janie (2011). *Le rôle de l'État bolivien face à l'impact de la justice communautaire sur les femmes campesinas* (Mémoire de maîtrise en droit international), Montréal, Université du Québec à Montréal, 116 p.
- Vargas Gamboa, Natalia Viviana (2014). El asentamiento irregular como principal fuente de crecimiento urbano en Bolivia : entre ilegalidad y constitucionalidad, *América Latina Hoy*, vol. 68, pp. 57-78.
- Vega Ugalde, Silvia (2015). Sumak Kawsay, Feminisms and Post-Growth : Linkages to Imagine New Utopias, *Alternautas*, vol. 2, n° 1, pp. 88-100. Récupéré le 15 mars 2018 de : <http://www.alternautas.net/blog/2015/7/4/sumak-kawsay-feminisms-and-post-growth-linkages-to-imagine-new-utopias>.
- Vega Ugalde, Silvia (2014). El orden de género en el sumak kawsay y el suma qamaña. Un vistazo a los debates actuales en Bolivia y Ecuador, *Iconos, Revista de ciencias sociales*, vol. 48, n° enero, pp. 73-91.
- Wanderley, Fernanda (2015). Économie solidaire et communautaire : progrès et défis en Bolivie, *Alternatives Sud*, vol. 22, n° 2, pp. 63-82.

NOTES

1. Bien sûr, l'Occident n'est pas une entité homogène. Dans ce texte, l'Occident fait référence au paradigme dominant provenant de la civilisation développée en Europe de l'Ouest et qui s'est répandue. Ce paradigme dominant est issu de la pensée judéo-chrétienne qui, entre autres, enjoint aux humains de dominer la Terre, puis du capitalisme. Ainsi, dans ce texte, l'Occident fait davantage référence à une pensée hégémonique – mais pas unique – qu'à un lieu géographique.
2. Nous utiliserons le terme *Buen Vivir* dans ce texte, car son utilisation est plus fréquente dans les textes académiques, même si en Bolivie on parle plutôt de *Vivir Bien*.
3. Nous reviendrons sur cet aspect.
4. L'extractivisme signifie l'exploitation intensive des ressources naturelles, principalement pour l'exportation, sans transformation (Gudynas, 2017).
5. Les hautes terres de Bolivie comprennent l'Altiplano et les vallées. L'Altiplano est un haut plateau entre deux chaînes de montagnes, situé à environ 4000 m d'altitude, comprenant les grandes villes d'El Alto, Oruro, Potosí, et de vastes zones rurales. La capitale, La Paz, dont l'altitude varie entre 3200 et 4200 mètres, est adjacente à l'Altiplano. Les vallées se situent surtout entre le bassin amazonien et l'Altiplano et comptent entre autres les villes de Cochabamba et Sucre, ainsi que de nombreuses zones de production agricole très fertiles.
6. Ce qui signale la volonté d'aller au-delà de la complémentarité déjà signalée, même si dans la pratique, du moins en milieu paysan, cette égalité n'est pas toujours appliquée.
7. La Bolivie compte 9 départements qui sont divisés en provinces. Le département de La Paz compte 20 provinces.
8. Toutes ces entrevues ont été réalisées en espagnol, par la doctorante, dans un lieu et à un moment convenant aux 58 femmes interviewées, après leur avoir expliqué les objectifs et la

méthodologie du projet de recherche et après avoir obtenu leur consentement à y participer et à ce que l'entrevue soit enregistrée.

9. Un sport qui, en Bolivie, est essentiellement masculin.

10. Pour garantir la confidentialité des participantes, tous les prénoms ont été modifiés.

11. Du « vrai » *Buen Vivir* dit Gudynas (2014), car, selon lui, il faut différencier le vrai du faux !

12. Voir note précédente, Gudynas (2014).

RÉSUMÉS

Au début du XXI^e siècle, le gouvernement bolivien a redonné une place prépondérante au mode de vie indigène, s'inspirant de l'approche du *Buen Vivir*, posée comme une alternative au paradigme dominant du développement. Cette approche a été constitutionnalisée et promue auprès des citoyens. Qu'en est-il de la situation des femmes dans ce contexte ? Selon le vocabulaire de B. de Sousa Santos, les Boliviennes indigènes constituent des « absences » dans l'« émergence » qu'est le *Buen Vivir*. Utilisant l'approche de la géographie féministe, nous avons interrogé des femmes expertes ainsi que des indigènes. Nous avons recueilli leur point de vue sur les répercussions des politiques gouvernementales et de la résurgence du *Buen Vivir*.

At the beginning of the XXI^e century, the Bolivian government gave a prominent place to the indigenous lifestyle, inspired by the *Buen Vivir* approach. This approach was raised as an alternative to the dominant western paradigm of development. It was constitutionalized and promoted as a way of life in Bolivia. What is the place of women in this new context? According to B. de Sousa Santos, Bolivian indigenous women are 'absent' from the 'emergent' approach which is the *Buen Vivir*. From a feminist geography perspective, we met Bolivian women, professionals as well as indigenous, and we asked them about the repercussions of the implementation of *Buen Vivir* on their lives.

INDEX

Mots-clés : femmes, Buen Vivir, Bolivie, indigène, développement

Keywords : women, Buen Vivir, Bolivia, indigenous, development

AUTEURS

CÉCILE COLLINGE

Doctorante en Études urbaines, UQAM, Canada, collinge.cecile@courrier.uqam.ca

JUAN-LUIS KLEIN

Professeur, Département de géographie, UQAM, Canada, klein.juan-luis@uqam.ca